

Martinique, Nouvelle-Calédonie, Canada : la dictature sanitaire recule



Je ferai court. Sur le front de la guerre déclenchée par Macron et ses sbires, sous un masque sanitaire, je retiens trois nouveaux éléments factuels de ces derniers jours :

En Martinique, 5 000 personnes (minimum) ont bravé l'interdiction du préfet et couru un massif et dense vidé préparatoire au carnaval de Fort-de-France.

En Nouvelle-Calédonie, les semaines de marches civiques et de chaînes humaines contre la tyrannie Macron-Pfizer viennent de se traduire dans le vote du Congrès d'abroger l'obligation vaccinale.

Au Canada, le Macron local, exfiltré pendant deux semaines par la police après l'arrivée à Ottawa du premier convoi de « Convoy for freedom », Justin Trudeau – ramené sur la scène politique pour décider l'emploi d'un gros bâton de mesures

grossières, brutales et arbitraires (licenciements, arrestations, blocages de comptes bancaires de personnes s'étant prononcées pour le Convoy) – vient de lancer un appel « à la raison » et « au déblocage ». Cet appel à la raison est un aveu d'impuissance. Je veux rappeler au passage que quatre des dix provinces constituant la fédération canadienne ont mis fin à toutes les restrictions dites sanitaires dans les jours qui ont suivi le rassemblement du Convoy devant et autour le Parlement fédéral.

Peut-on attendre de Macron qu'il entende raison ?

Les élections venant, les contraintes ont été allégées, mais elles ne sont pas destinées à disparaître, bien au contraire.

André Bercoff faisait état d'un document du ministère Pfizer (l'ancien ministère de la Santé) faisant état de zéro achat de « vaccins » jusqu'au 21 mai, puis de 30 millions d'achats de doses dès le 22 mai. En d'autres termes, la mécanique infernale de l'injection coûte que coûte du produit expérimental, aux milliers et milliers d'effets secondaires graves et parfois mortels chez des jeunes gens en parfaite santé jusqu'au moment de leur injection, doit reprendre le lendemain du second tour des élections législatives. De ce point de vue, quel que soit le nom de l'hôte de l'Élysée, la question qui va devenir décisive est celle de savoir qui dominera l'Assemblée nationale.

J'aborderai la question de la guerre et de la paix en Ukraine dans ma prochaine note.

Je me limiterai aujourd'hui à cette observation : le Macron super-diplomate faisant se rencontrer Biden et Poutine s'est révélé n'être qu'un Tartarin, un matamore, une pacotille politique.

Cette carte étant jouée, Macron espère d'une situation de guerre qu'elle favorisera une union sacrée protégeant sa réélection et lui assurant une majorité parlementaire avec de nouveaux contours...

Alain Rubin